



Lettre ouverte de la CGT à Renaud MUSELIER

A propos des CAP du 30 janvier 2020

Monsieur le Président,

Comment osez-vous mentir aux agents (qui disons-le en passant ne sont pas dupes) dès la première phrase de votre mail envoyé ce matin, 31 janvier 2020. Non ! Hier lors de la CAP nous n'allions pas « reconnaître et valoriser l'engagement d'un grand nombre ». Jamais aussi peu d'agents n'étaient proposés à la promotion ! Les grades sans quota avaient une restriction innommable ! Les titulaires des examens pro n'étaient pas promus ! Et l'ancienneté ? totalement piétinée ! **Hier vous alliez, une fois encore faire des économies sur le déroulement de carrière des agents.**

Quant à la PFA... les bras nous en tombent de vous lire ! Vous savez donc qu'il existe un risque juridique à votre modification. Un risque de voir notre PFA disparaître pour TOUT LE MONDE ! C'est donc en conscience que vous changez les règles de gestion. Il est bien sûr qu'en agissant de cette sorte tous les agents constatent que votre volonté est l'apaisement et l'attitude constructive... Nous vous rappelons aussi, que notre PFA, nos salaires, les remplacements, ne sont pas des « coûts » pour l'institution. Ils sont le juste retour de notre investissement pour le service public, ils sont notre dû pour le travail que nous fournissons !

Monsieur le Président, vous découvrez donc lors d'une CAP ce que c'est qu'un syndicat.

Ne vous en déplaise, un syndicat est un outil de défense des intérêts des travailleurs et d'organisation de ces mêmes travailleurs pour faire valoir leurs droits, en acquérir de nouveaux et se battre pour une société débarrassée des injustices. **Un syndicat est indépendant de son employeur, n'entre pas dans les petites combines, n'est pas achetable et ne cède pas aux pressions.**

Quand un syndicat combat, il ne prend en otage personne ! Monsieur le Président, vous êtes coutumier du fait : les cheminots quand ils luttent pour l'intérêt général sont des preneurs d'otage, les portuaires aussi. Vous le déclarez à longueur de tribunes.

Mais, Monsieur le Président, nous ne sommes pas des terroristes, nous sommes des combattants et des résistants à vos politiques néfastes, et à toutes les régressions sociales. Nous ne menaçons personne, nous ne faisons pas de chantage, nous et contrairement à vous, nous n'avons pas quitté les CAP en claquant la porte et décidé de manière unilatérale par une crise d'autoritarisme de punir les agents, en les bloquant dans leur déroulé de carrière. Ce n'est pas nous non plus qui sanctionnons les malades, fliquons les agents, accusons sans l'assumer, les médecins d'être des corrompus ou des mauvais professionnels.

Monsieur le Président, nous n'avons pas non plus, pour notre part, coutume de jeter en pâture le nom d'un agent comme vous le faites dans votre message, en le diffamant, car il faut le rappeler, il est bien élu en CAP. La déclaration intersyndicale est celle de toutes et tous, celui qui la lit, n'a que le temps de cette lecture, le rôle de porte-parole unitaire.

Un agent n'est pas un coût, un syndicat n'est pas un paillason, un Président de collectivité n'est pas un monarque !